



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
25 novembre 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant

Soixante-sixième session

26 mai-13 juin 2014

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Examen des rapports soumis par les États parties

Liste de points concernant les troisième et quatrième rapports périodiques du Kirghizistan soumis en un seul document

L'État partie est invité à soumettre par écrit des informations complémentaires et actualisées, si possible avant le 1^{er} mars 2014.

Le Comité pourra aborder tous les aspects des droits de l'enfant énoncés dans la Convention au cours du dialogue avec l'État partie.

Première partie

Sous cette rubrique, l'État partie est invité à répondre (en 30 pages maximum) aux questions ci-après.

1. Préciser si les droits énoncés dans la Convention ont été invoqués devant les tribunaux nationaux, en tant que fondement d'une action ou en tant que base d'interprétation des normes juridiques.
2. Indiquer si le programme national de promotion des droits de l'enfant «Nouvelle génération» (2001-2010) et le plan d'action pour la réforme du système de protection de l'enfance (2009-2011) ont été mis en œuvre et, dans l'affirmative, présenter les résultats obtenus. Préciser si une nouvelle politique ou stratégie relative aux droits de l'enfant a été adoptée depuis 2011.
3. Indiquer si la procédure de budgétisation de l'État partie fait apparaître les crédits destinés aux enfants dans les secteurs et les organismes concernés, y compris des indicateurs et un système de suivi. Indiquer également s'il existe des crédits destinés spécifiquement aux enfants placés en institution, aux enfants handicapés, aux enfants lyuli, aux enfants de migrants et aux enfants qui n'ont pas d'attestation d'enregistrement d'un domicile permanent.
4. Donner des renseignements sur les lois adoptées et les mécanismes mis en place dans l'État partie afin d'offrir une protection contre la discrimination aux enfants marginalisés et défavorisés tels que ceux appartenant à une minorité, les enfants lyuli, les enfants placés en institution, les enfants handicapés, les filles habitant dans les régions

GE.13-49110 (F) 111213 121213



* 1 3 4 9 1 1 0 *

Merci de recycler



rurales, les enfants de travailleurs migrants, les enfants qui n'ont pas d'attestation d'enregistrement d'un domicile permanent, les enfants homosexuels, bisexuels ou transgenres (LGBT) et les enfants dont les parents sont incarcérés.

5. Donner des informations sur les mesures prises pour prévenir toutes les formes de violence et de mauvais traitements à l'égard des enfants dans les centres de détention, les établissements scolaires et les institutions de protection de l'enfance, ainsi que sur les mécanismes et les procédures permettant de porter plainte contre de tels actes. Indiquer également le nombre de fois où ces mécanismes ont été utilisés en précisant les résultats obtenus.

6. Étant donné que, selon les informations fournies, les enfants ne peuvent saisir les autorités que par l'intermédiaire de leurs parents ou d'autres représentants légaux, donner des renseignements sur les procédures permettant de déposer une plainte lorsque l'auteur de la violence est le représentant légal lui-même, et sur les mécanismes permettant de sortir immédiatement un enfant d'une situation ou d'un environnement dangereux.

7. Donner des informations sur les mesures prises pour prévenir le placement des enfants en institution et pour offrir aux enfants privés de soins parentaux une protection de remplacement de type familial, comme le placement en famille d'accueil.

8. Fournir des informations sur les mesures prises pour lutter contre la sous-nutrition, le manque de services médicaux et les mauvaises conditions de vie dans les institutions de protection de l'enfance. Donner aussi des renseignements sur les mécanismes de plainte accessibles aux enfants placés en institution.

9. Donner des renseignements sur la mise en œuvre de garanties juridiques permettant aux enfants qui vivent en institution, ou dans un établissement pour enfants en conflit avec la loi, de conserver le droit de disposer d'un espace personnel là où ils vivaient avant de bénéficier d'un autre espace personnel (d'habitation).

10. Indiquer les procédures et les critères applicables à l'adoption et donner des informations sur le nombre d'enfants placés en institution qui ont été adoptés.

11. Donner des précisions sur les procédures relatives au placement d'enfants handicapés en institution. Donner également des informations sur l'accès des enfants handicapés à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que sur toute mesure prise par l'État partie pour promouvoir l'éducation inclusive. Au vu des informations faisant état d'un grand nombre de décès d'enfants handicapés placés en institution, indiquer si une enquête a été menée sur les causes d'une telle mortalité.

12. Préciser les mesures prises pour permettre aux adolescents d'accéder à des informations en matière de santé sexuelle et procréative.

13. Indiquer les mesures prises pour lutter contre la corruption dans les établissements d'enseignement, plus particulièrement dans les écoles primaires qui, selon certaines informations, imposent des frais supplémentaires pour l'inscription et pour l'entretien de l'école.

14. Donner des informations sur les garanties juridiques mises en place pour protéger les enfants contre les pires formes de travail des enfants et sur la mise en œuvre de ces garanties.

15. Fournir des renseignements sur les procédures applicables pour placer les enfants dans le Centre d'adaptation et de réinsertion pour mineurs et à l'internat spécialisé de Belovodskoe où, selon des informations, les enfants vivent dans des conditions quasi carcérales, et indiquer si les enfants ont accès à des mécanismes de plainte. Préciser si des mesures ont été prises pour adopter des solutions permettant d'éviter aux enfants d'entrer dans le système de justice formel.

16. Donner des renseignements sur les mesures prises par l'État partie pour offrir des mesures de protection spéciales aux enfants victimes ou témoins [d'actes criminels].

17. Fournir des informations sur les mesures prises pour enquêter sur les cas de participation d'enfants au conflit armé de juin 2010, pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant dans ses observations finales concernant le rapport initial de l'État partie au titre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (CRC/C/OPAC/KGZ/CO/1), plus particulièrement en ce qui concerne la compétence extraterritoriale et le commerce d'armes. Fournir également des informations sur l'enseignement militaire destiné aux enfants.

18. Dans le cadre du suivi des observations finales du Comité des droits de l'enfant concernant le rapport initial de l'État partie au titre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/KGZ/CO/1), donner des informations sur les mesures prises par l'État partie pour mettre en œuvre les recommandations du Comité, notamment pour modifier sa législation afin d'incorporer les dispositions de l'article 3 du Protocole facultatif et pour établir sa compétence extraterritoriale à l'égard des infractions visées par le Protocole facultatif.

Deuxième partie

Sous cette rubrique, l'État partie est invité à mettre à jour brièvement (en trois pages maximum) les renseignements fournis dans son rapport en ce qui concerne:

- a) Les nouveaux projets ou textes de loi et leurs règlements d'application respectifs;
- b) Les nouvelles institutions (et leur mandat) ou réformes institutionnelles;
- c) Les politiques, programmes et plans d'action récemment adoptés, ainsi que leur champ d'application et leur financement;
- d) Les instruments relatifs aux droits de l'homme récemment ratifiés.

Troisième partie

Données, statistiques et autres informations, si disponibles

1. Fournir, pour les années 2011, 2012 et 2013, des données ventilées par âge, sexe, situation socioéconomique, origine ethnique et zone géographique concernant:

- a) Le nombre de cas de torture et de mauvais traitements infligés aux enfants, notamment dans les centres de détention, les institutions de protection de l'enfance et les établissements scolaires, les poursuites engagées contre les auteurs de tels actes et les condamnations prononcées dans l'État partie;
- b) Le nombre d'enquêtes menées sur les décès d'enfants survenus lors des événements de juin 2010, y compris les poursuites engagées contre les responsables, les sanctions prononcées, et les réparations et indemnisations accordées aux familles des victimes;
- c) Le nombre d'enfants travaillant dans le secteur informel et le nombre d'enfants des rues;
- d) Le taux d'abandon scolaire et d'absentéisme dans les établissements primaires, secondaires et supérieurs, surtout chez les filles habitant dans les régions rurales;

e) Les cours proposés en ouzbek aux enfants dont l'ouzbek est la langue maternelle;

f) Le nombre d'enfants placés dans un centre de détention ou un établissement pénitentiaire, y compris ceux placés en détention provisoire;

g) Le nombre d'enfants placés dans le Centre d'adaptation et de réinsertion pour mineurs et dans l'internat spécialisé de Belovodskoe.

2. En ce qui concerne les enfants privés de milieu familial et séparés de leurs parents, fournir, pour les années 2011, 2012 et 2013, des données ventilées (par âge, sexe, situation socioéconomique, origine ethnique et zone géographique) sur le nombre d'enfants:

a) Séparés de leurs parents;

b) Placés en institution;

c) Placés en famille d'accueil;

d) Ayant fait l'objet d'une adoption;

e) Vivant dans la rue.

3. Fournir, pour les années 2011, 2012 et 2013, des données ventilées (par âge, sexe, type de handicap, origine ethnique et zone géographique) sur le nombre d'enfants handicapés:

a) Vivant avec leur famille;

b) Vivant en institution, y compris dans des établissements de santé mentale;

c) Fréquentant une école primaire ordinaire;

d) Fréquentant une école secondaire ordinaire;

e) Fréquentant une école spéciale;

f) Non scolarisés;

g) Ayant été abandonnés;

h) Décédés dans une institution où ils étaient placés.

4. Actualiser toute donnée relative à des questions prioritaires figurant dans le rapport qui serait obsolète ou ne tiendrait pas compte de faits nouveaux.
